

## **Comité consultatif sur l'application des droits**

**Dix-huitième session**  
**Genève, 2 – 4 juin 2026**

### **MESURES ET DIFFICULTÉS EN MATIÈRE D'APPLICATION DES DROITS SUR LES DESSINS ET MODÈLES POUR LUTTER CONTRE LES ATTEINTES**

*Contribution établie par M. Shinichiro Hara, directeur du bureau d'appui aux activités à l'étranger, Division de la coopération internationale, Office des brevets du Japon (JPO), Tokyo (Japon)\**

#### **RÉSUMÉ**

Avec l'expansion du commerce électronique transfrontière, le volume de produits de contrefaçon provenant de l'étranger a augmenté et il devient difficile d'appliquer des mesures efficaces à la frontière si l'on s'appuie uniquement sur les marques. Pour lutter contre les conséquences des produits de contrefaçon, il convient de s'appuyer également sur les droits attachés aux dessins et modèles. Dans le présent document, nous soulignons l'importance des mesures à la frontière fondées sur les droits protégeant les dessins et modèles; nous examinons les difficultés rencontrées sur les plans institutionnel et pratique et nous présentons diverses initiatives lancées au Japon, notamment pour réformer la législation, améliorer le système de demandes de suspension d'importations et renforcer la coopération entre l'Office des brevets du Japon (JPO) et les douanes japonaises (en particulier par un échange de personnel, une aide à la décision en matière d'atteinte aux dessins et modèles et des activités de sensibilisation).

---

\* Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

## I. IMPORTANCE DES MESURES À LA FRONTIÈRE AU REGARD DES DROITS SUR LES DESSINS ET MODÈLES

### IMPORTANCE D'UNE PROTECTION FONDÉE SUR UN ÉVENTAIL DE DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Au Japon, beaucoup d'entreprises fabriquent des produits fonctionnels de haute qualité, et l'importance de recourir à un éventail de droits de propriété intellectuelle protégeant notamment les marques, les dessins et modèles et les brevets pour offrir une protection complète est de plus en plus reconnue. L'enregistrement de droits sur les dessins et modèles est devenu une stratégie majeure pour éviter les atteintes aux marques. Il est donc essentiel de promouvoir le recours à une combinaison de droits de propriété intellectuelle ("IP mix") et de s'assurer que ces droits soient respectés pour lutter contre les atteintes aux marques et aux dessins et modèles.

### IMPORTANCE D'UNE PROTECTION FONDÉE SUR DIFFÉRENTS DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

2. Le tableau ci-après présente le nombre d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle dont les entreprises japonaises sont victimes, en les détaillant par type de propriété intellectuelle et par mode d'atteinte (en ligne et hors ligne); il a été établi à partir de l'enquête annuelle sur les activités en matière de propriété intellectuelle. Les droits de propriété intellectuelle subissant le plus grand nombre d'atteintes en ligne sont les marques, le droit d'auteur et les dessins et modèles; ceux qui subissent le plus d'atteintes hors ligne sont les marques, les brevets et les modèles d'utilité et les dessins et modèles. Ces statistiques indiquent que les préjudices causés par les atteintes aux droits de propriété intellectuelle sont largement reconnus non seulement dans le domaine des droits sur les marques, mais aussi dans d'autres domaines juridiques. Elles montrent en outre que la manière dont les produits sont vendus, à savoir en ligne ou hors ligne, constitue également un facteur prépondérant.

Droits de propriété intellectuelle subissant des atteintes (taille de l'échantillon : 569)

|            | Marques | Dessins et modèles | Brevets/ Modèles d'utilité | Droit d'auteur | Secrets d'affaires/ Savoir-faire | Autres | Aucun préjudice découlant d'atteintes |
|------------|---------|--------------------|----------------------------|----------------|----------------------------------|--------|---------------------------------------|
| En ligne   | 362     | 113                | 79                         | 148            | 8                                | 31     | 112                                   |
| Hors ligne | 293     | 123                | 141                        | 70             | 12                               | 26     | 108                                   |

Office des brevets du Japon, "Rapport d'enquête sur les activités en matière de propriété intellectuelle pour l'exercice 2024" (avril 2025)

3. La croissance du commerce électronique transfrontière a réduit les obstacles à l'achat de produits étrangers. Selon une étude du Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (Étude de marché sur le commerce électronique pour l'exercice 2023), le marché mondial du commerce électronique transfrontière, qui était estimé à 785 milliards de dollars É.-U. en 2021, devrait atteindre 7 938 milliards de milliards de dollars É.-U. d'ici 2030. Le taux de croissance annuel moyen est d'environ 26,2%, ce qui représente une tendance régulière à la hausse<sup>1</sup>. Aux fins de l'enquête, le commerce électronique transfrontière s'entend de "tous les achats effectués auprès de vendeurs ou de fournisseurs situés en dehors du pays de résidence du consommateur".

4. En raison de la croissance du commerce électronique transfrontière, il est devenu plus facile pour des entreprises étrangères de vendre de petites quantités de produits de

<sup>1</sup> [https://www.meti.go.jp/english/press/2024/0925\\_002.html](https://www.meti.go.jp/english/press/2024/0925_002.html) (en anglais).

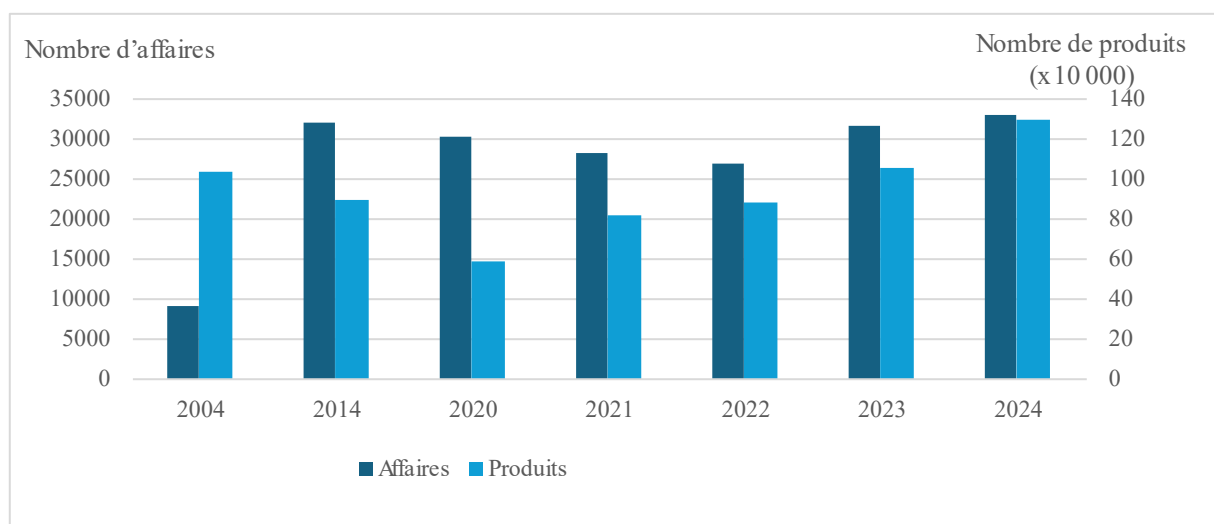
contrefaçon directement à des particuliers au Japon. La diversification des types de transactions entre les vendeurs étrangers et les acheteurs nationaux a également facilité la vente transfrontière de produits, que ceux-ci soient licites ou illicites. Il convient donc d'apporter une attention particulière à la distribution de produits de contrefaçon dans les transactions entre entreprises et consommateurs (B2C).

5. Dans ce contexte, il est important que les titulaires de droits sachent où les produits sont fabriqués et distribués. En outre, il convient de mettre en place un système permettant de suspendre la circulation des produits à la douane, que ce soit dans le pays exportateur ou importateur.

## ENTRÉES DE PRODUITS DE CONTREFAÇON AU JAPON

6. En 2024, les douanes japonaises ont effectué 33 019 saisies de produits qui portaient atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ce qui est le nombre le plus élevé depuis que les données ont commencé à être publiées dans ce domaine en 1987. Ces saisies ont visé au total 1 297 113 produits au cours de la période considérée.

## SAISIE DE PRODUITS PORTANT ATTEINTE À DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE PAR LES DOUANES JAPONAISES



## SAISIE DE PRODUITS PORTANT ATTEINTE À DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE PAR LES DOUANES JAPONAISES AU COURS DE L'ANNÉE CIVILE 2024<sup>2</sup>

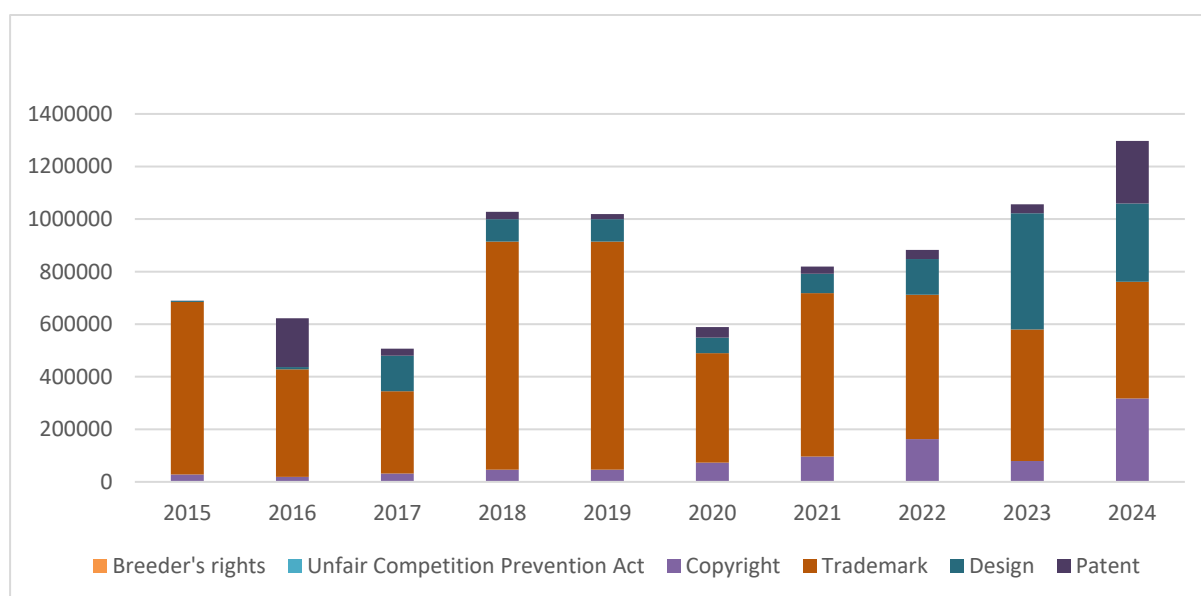
7. Si l'on examine les saisies d'importations par type de droits de propriété intellectuelle, les produits portant atteinte aux marques représentent la part la plus importante avec 31 212 cas (93,6%), suivis par les produits portant atteinte au droit d'auteur avec 1 380 cas (4,1%) et les produits portant atteinte aux dessins et modèles avec 348 cas (1,5%). Le nombre de produits saisis se présente dans le même ordre : les produits portant atteinte aux marques ont atteint un total de 443 887 (34,2%); ceux qui portaient atteinte au droit d'auteur ont atteint un total de 317 293 (24,5%) et ceux qui portaient atteinte à des dessins et modèles ont atteint un total de 298 131 (23%).

<sup>2</sup> [https://www.mof.go.jp/policy/customs\\_tariff/trade/safe\\_society/chiteki/cy2024/index.html](https://www.mof.go.jp/policy/customs_tariff/trade/safe_society/chiteki/cy2024/index.html) (en japonais).

## IL NE SUFFIT PAS DE SUSPENDRE L'IMPORTATION DE PRODUITS UNIQUEMENT SUR LA BASE DES DROITS DE MARQUE

8. Les méthodes de vente de produits illicites sont devenues de plus en plus sophistiquées. Certains produits sont par exemple importés sans logo, celui-ci étant apposé par la suite, avant la vente sur le marché national. Pour pouvoir saisir ces produits à la frontière, il faut appliquer une mesure de suspension fondée sur des droits distincts des marques. Comme l'indique le graphique ci-dessous, les saisies en douane de produits portant atteinte aux droits sur les dessins et modèles ont augmenté. Les douanes de Tokyo ont indiqué qu'en 2015, presque tous les produits saisis pour atteinte à une marque portaient le logo de cette marque. En revanche, en 2023 près de 70% des produits saisis ne portaient pas de logo, ce qui a suscité des inquiétudes<sup>3</sup>. Il semble en effet que pour un nombre croissant de produits illicites, les atteintes à des droits de propriété intellectuelle ne puissent plus être détectées facilement.

### SAISIES D'IMPORTATIONS PAR TYPE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (EN NOMBRE DE PRODUITS)



Droits d'obtenteur Loi sur la prévention de la concurrence déloyale Droit d'auteur Marques Dessins et modèles Brevets

Source des données : "Saisies en douane de produits portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle"<sup>4</sup>, Ministère des finances.

9. Étant donné que les importations de produits ne portant pas de logo ne constituent pas une atteinte à une marque (comme nous l'avons indiqué plus haut), les titulaires de droits doivent recourir à un éventail de droits de propriété intellectuelle, et pas uniquement aux marques, pour protéger leurs marques et leurs dessins et modèles de manière efficace.

## II. PROBLÈMES LIÉS À L'APPLICATION DES DROITS SUR LES DESSINS ET MODÈLES

### ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE

10. Comme nous l'avons indiqué plus haut, il ne suffit pas d'appliquer aux frontières les droits attachés aux marques. L'article 51 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété

<sup>3</sup> [https://www.customs.go.jp/tokyo/yun/tokyo\\_chizai\\_R5\\_1.pdf](https://www.customs.go.jp/tokyo/yun/tokyo_chizai_R5_1.pdf) (en japonais).

<sup>4</sup> [https://www.mof.go.jp/policy/customs\\_tariff/trade/safe\\_society/chiteki/index.html](https://www.mof.go.jp/policy/customs_tariff/trade/safe_society/chiteki/index.html) (en japonais).

intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) fait obligation aux membres d'adopter des procédures en vertu desquelles les autorités douanières peuvent, si le détenteur d'un droit en fait la demande, suspendre la mise en libre circulation de marchandises de marque contrefaites ou de marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur. Toutefois, cette obligation ne s'étend pas aux produits portant atteinte aux droits sur les dessins et modèles.

## DIFFICULTÉ D'APPLIQUER LES DROITS PROTÉGEANT LES DESSINS ET MODÈLES À LA FRONTIÈRE

11. Certains pays prévoient la suspension des importations de produits qui portent atteinte aux droits protégeant les dessins et modèles et les brevets. Cependant, comme une atteinte aux droits sur les dessins et modèles est plus difficile à établir qu'une atteinte aux droits sur les marques, le système de suspension fondé sur les droits des dessins et modèles ne fonctionne pas nécessairement de manière efficace dans tous les pays où il est en vigueur. En raison de certaines contraintes, notamment des ressources humaines limitées, dans la pratique les suspensions d'importations tendent à viser surtout les produits portant atteinte à des marques; dès lors, il est plus difficile de cibler des produits qui portent atteinte à des droits sur les dessins et modèles. Il convient de reconnaître qu'il s'agit d'un problème opérationnel au sein même du système.

12. Du point de vue des titulaires de droits, la possibilité de demander la suspension des importations au titre d'un large éventail de droits de propriété intellectuelle, et notamment des droits sur les dessins et modèles, devrait contribuer à faire reculer la distribution de produits de contrefaçon.

## MESURES PRISES PAR LE JAPON POUR RENFORCER L'APPLICATION DES DROITS SUR LES DESSINS ET MODÈLES

13. La progression des produits de contrefaçon entraîne des pertes de marchés étrangers et porte préjudice à l'image de marque des entreprises japonaises. Les douanes japonaises et l'Office des brevets du Japon ont reconnu qu'il était essentiel de prendre des contre-mesures actives pour protéger la propriété intellectuelle de manière efficace. Ils ont donc lancé différentes initiatives pour lutter contre les produits de contrefaçon tant à l'échelle nationale qu'internationale.

14. L'Office des brevets du Japon a instauré le Forum international pour la protection de la propriété intellectuelle (IIPPF), un partenariat public-privé destiné à renforcer la collaboration entre des organismes publics nationaux et internationaux et à promouvoir la protection de la propriété intellectuelle. Dans le cadre des mesures prises pour lutter contre les produits de contrefaçon, l'Office des brevets du Japon recueille des informations sur les activités illicites qui portent préjudice à des titulaires de droits japonais, et il s'appuie sur ces informations pour élaborer des stratégies efficaces en faveur de ces derniers.

15. Les douanes japonaises ont renforcé l'application des droits à la frontière à l'égard des produits portant atteinte à la propriété intellectuelle, et elles soutiennent les mesures prises à l'étranger dans ce domaine en organisant des séances de renforcement des capacités et de formation sur les mesures d'application des droits à la frontière dans les pays en développement, ainsi que des campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale. Si les deux organismes mènent des activités de sensibilisation, le Ministère des finances (qui supervise les douanes) et l'Office des brevets du Japon s'efforcent aussi de renforcer leur coopération et d'améliorer les mesures d'application des droits à l'encontre des produits illicites.

## DEMANDES DE SUSPENSION AUX DOUANES JAPONAISES

16. La loi relative aux douanes dispose qu'il est interdit d'importer tout produit portant atteinte à des droits protégeant des brevets, des modèles d'utilité, des dessins et modèles, des marques, le droit d'auteur et les droits voisins ou des schémas de configuration, ou encore à des droits d'obtenteur, ainsi que tout produit contrevenant à la loi sur la prévention de la concurrence déloyale. Cette législation couvre un éventail de droits de propriété intellectuelle plus large que les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

17. En 2024, plus de 60% des demandes valables de suspension d'importations déposées auprès des douanes japonaises concernaient des droits sur les marques. Cette catégorie était la plus importante, et elle était suivie par les demandes concernant des droits sur les dessins et modèles, dont la part était de 18%. Des demandes concernant des droits sur les dessins et modèles, sur le droit d'auteur et sur des droits de brevet sont également déposées à mesure que les campagnes de sensibilisation au système de suspension portent leurs fruits.

## NOMBRE DE DEMANDES DE SUSPENSION VALABLES (IMPORTATIONS)

|   | 2022              |             | 2023              |             | 2024              |             |
|---|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|
|   | Nombre d'affaires | Pourcentage | Nombre d'affaires | Pourcentage | Nombre d'affaires | Pourcentage |
| Droits de brevet  | 34                | 4,7%        | 34                | 4,6%        | 36                | 4,6%        |
| Droits sur les modèles d'utilité  | 0                 | 0,0%        | 0                 | 0,0%        | 0                 | 0,0%        |
| Droits sur les dessins et modèles   | 124               | 17,3%       | 127               | 17,3%       | 144               | 18,4%       |
| Droits sur les marques  | 454               | 63,4%       | 477               | 64,8%       | 503               | 64,4%       |
| Droit d'auteur  | 93                | 13,0%       | 90                | 12,2%       | 92                | 11,8%       |
| Droits voisins  | 6                 | 0,8%        | 4                 | 0,5%        | 1                 | 0,1%        |
| Droits d'obtenteur  | 1                 | 0,1%        | 1                 | 0,1%        | 2                 | 0,3%        |
| Produits contrevenant à la loi sur la prévention de la concurrence déloyale | 4                 | 0,6%        | 3                 | 0,4%        | 3                 | 0,4%        |
| Total   | 716               |             | 736               |             | 781               |             |

Source : site Web du Ministère des finances<sup>5</sup>

## RÉVISIONS DU SYSTÈME DESTINÉ À RENFORCER L'APPLICATION DES DROITS À L'ENCONTRE DES PRODUITS PORTANT ATTEINTE AUX DROITS SUR LES DESSINS ET MODÈLES

18. Avec la croissance du commerce électronique transfrontière, des entreprises étrangères envoient de plus en plus souvent de petites quantités de produits illicites à des particuliers au Japon. Auparavant, les produits importés par des particuliers pour leur usage personnel n'étaient pas soumis au système d'application des droits à la frontière car les importations de ce type n'étaient pas considérées comme des atteintes. Toutefois, les modifications apportées à la loi sur les marques, à la loi sur les dessins et modèles et à la loi sur les douanes en octobre 2022 permettent désormais de faire appliquer ces droits à l'encontre de produits portant atteinte aux droits sur les dessins et modèles ou aux droits sur les marques, quand bien même

<sup>5</sup> [https://www.mof.go.jp/policy/customs\\_tariff/trade/safe\\_society/chiteki/index.htm](https://www.mof.go.jp/policy/customs_tariff/trade/safe_society/chiteki/index.htm) (en japonais).

ils ont été importés pour un usage personnel. La coopération entre les douanes japonaises et l'Office des brevets du Japon a été évidente au moment où ces modifications ont été apportées.

19. En outre, pour les produits soumis aux procédures de vérification<sup>6</sup> en raison d'une demande de suspension<sup>7</sup>, des procédures simplifiées<sup>8</sup> ont été mises en place en 2007 à l'égard de certains droits, notamment ceux qui protègent les marques. Au début, les droits sur les dessins et modèles ne bénéficiaient pas de ces procédures simplifiées. Cependant, l'accroissement du nombre de saisies de produits portant atteinte aux dessins et modèles, qui était alimenté par les transactions en ligne transfrontières, a conduit en octobre 2023 à une modification de l'Ordonnance relative à l'application de la loi sur les douanes afin d'inclure les droits sur les dessins et modèles dans ces procédures. En vertu de la procédure simplifiée, les fonctionnaires des douanes sont autorisés à constater une atteinte sans demander aux titulaires de droits ou à l'importateur de présenter des preuves si l'importateur n'exprime pas l'intention de contester l'affaire. Ces dispositions réduisent le nombre d'étapes de la procédure et allègent la charge de travail des fonctionnaires des douanes. En outre, la procédure simplifiée est avantageuse pour les titulaires de droits car ils ne sont plus contraints de présenter des preuves (à moins que l'importateur n'exprime l'intention de contester l'affaire), ce qui les soulage de la charge de travail liée à l'établissement du dossier. Pour les fonctionnaires des douanes, la charge de travail liée à la procédure de dédouanement s'est également réduite, ce qui a permis de mieux répartir les ressources disponibles pour l'application des droits à la frontière. Enfin, cette procédure simplifiée facilite la tâche des titulaires de droits qui doivent soumettre un avis au cours des procédures de vérification.

#### INITIATIVES VISANT À RENFORCER L'APPLICATION DES DROITS À LA FRONTIÈRE PAR UNE COLLABORATION AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS

20. Pour déterminer s'il y a atteinte à des droits sur les dessins et modèles, il convient d'évaluer la similitude avec des produits en fonction de leur degré de maturité, ce qui nécessite des connaissances spécialisées; dans le cas de produits ayant atteint un degré de maturité élevé, il existe un grand nombre de produits analogues qui reprennent leurs formes particulières. L'Office des brevets du Japon et les douanes japonaises ont signé un mémorandum établissant une coopération en matière de lutte contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle. L'Office des brevets aide les douanes à déterminer s'il y a atteinte à des droits sur les dessins et modèles dans le cadre d'un échange de personnel et de formations afin de renforcer les compétences techniques des fonctionnaires des douanes.

21. Des examinateurs chargés des dessins et modèles au sein de l'Office des brevets sont mis à disposition des douanes dans le cadre de cet échange de personnel. Lorsque les douanes déterminent que des produits suspects relèvent du domaine des dessins et modèles déposés ou d'un domaine analogue, les examinateurs s'appuient sur leurs compétences en matière d'examen de dessins et modèles, et notamment sur leurs connaissances des normes de similitude pour faciliter la prise de décision sans qu'il soit nécessaire de mener des interactions complexes avec l'Office des brevets. Étant donné que les suspensions d'importations sont des mesures contraignantes, les examinateurs contribuent aussi à apporter plus de clarté sur les demandes des titulaires de droits pour faire en sorte que les importateurs soient traités avec équité et leur éviter des inconvénients injustifiés.

---

<sup>6</sup> Les procédures de vérification conduisent les douanes japonaises à déterminer si les produits suspects portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle.

<sup>7</sup> Les titulaires de droits présentent des demandes de suspension en vertu desquelles les douanes japonaises ouvrent des procédures de vérification si elles soupçonnent que des produits d'importation ou d'exportation portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle.

<sup>8</sup> Lorsqu'une procédure de vérification est ouverte en vertu d'une demande de suspension et que l'importateur ne présente pas d'objection écrite aux douanes japonaises concernant la "notification d'ouverture d'une procédure" pendant le délai imparti à celle-ci, les douanes déterminent s'il y a atteinte en se fondant sur les informations figurant dans la demande de suspension sans demander d'autres avis ou d'autres preuves aux parties concernées.

22. Le Japon dispose d'un système permettant à des organismes pertinents et à des experts de la propriété intellectuelle d'émettre un avis pour aider les douanes à prendre des décisions au cours des procédures de vérification. Ainsi, le directeur général des douanes peut consulter le commissaire de l'Office des brevets pour déterminer si les produits suspects portent atteinte à un droit sur les dessins et modèles. Ces avis peuvent être utilisés pour établir une similitude dans des affaires d'atteinte à des droits sur les dessins et modèles au cours du processus de dédouanement.

23. L'Office des brevets charge des instructeurs d'organiser des séances de formation au droit de la propriété intellectuelle à l'intention des fonctionnaires des douanes afin de renforcer leurs connaissances dans ce domaine.

24. Ces initiatives permettent à l'Office des brevets et aux douanes de collaborer pour renforcer l'application des droits à l'encontre des produits illicites dans le pays.

### ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION CONCERNANT NOTAMMENT LE RECOURS AUX DEMANDES DE SUSPENSION

25. Pour garantir l'efficacité de l'application des droits à la frontière, il est essentiel que les titulaires de droits aient recours aux demandes de suspension. C'est pourquoi les ministères et les organismes concernés, et en particulier l'Association japonaise pour les droits de douane<sup>9</sup>, ont établi une collaboration en vue de promouvoir le système de suspension.

26. Dans le cadre de cette initiative, l'Office des brevets du Japon a organisé un séminaire d'initiation aux mesures de lutte contre les atteintes au titre des activités prévues par le Forum international pour la protection de la propriété intellectuelle pendant l'exercice 2025; ce séminaire était intitulé "Présentation de demandes aux douanes au titre du système de suspension". Certains instructeurs, qui étaient des fonctionnaires des douanes, ont présenté un aperçu des mesures d'application des droits à la frontière, notamment à l'encontre de produits portant atteinte aux droits sur les dessins et modèles, et ils ont expliqué en détail les procédures relatives aux demandes de suspension.

27. L'Office des brevets du Japon estime que le Forum international pour la protection de la propriété intellectuelle constitue une initiative unique de lutte contre les produits illicites et qu'il offre un potentiel considérable pour continuer de sensibiliser les entreprises qui en sont membres et de diffuser des informations utiles à celles-ci en matière de mesures de lutte contre les produits illicites, et notamment d'application des droits à la frontière.

### III. CONCLUSION

28. Avec l'expansion du commerce électronique transfrontière et la diversification des méthodes permettant de contourner la protection des marques, il ne suffit plus de s'appuyer sur les droits attachés aux marques. Les mesures de protection doivent désormais viser un éventail de droits de propriété intellectuelle, en particulier les droits sur les dessins et modèles. Étant donné qu'il est plus complexe d'établir une atteinte aux droits sur les dessins et modèles qu'une atteinte à une marque, les douanes japonaises et l'Office des brevets du Japon ont établi une collaboration en vue de renforcer l'application des droits à la frontière en s'appuyant sur les droits attachés aux dessins et modèles. L'objectif général de cette collaboration est de lutter contre la circulation des produits illicites en travaillant avec les ministères et les organismes concernés afin de préserver la compétitivité des entreprises.

[Fin de la contribution]

---

<sup>9</sup> L'Association japonaise pour les droits de douane est une fondation déclarée d'utilité publique qui a pour but de contribuer au développement du système douanier et de l'administration des douanes.